

... pour les politiques, il faut la con-
jonction d'une capacité de nuisance de la
grève et un soutien de l'opinion. En 1995,
en réaction au plan Juppé sur la réforme
de la Sécurité sociale qui concernait éga-
lement les régimes spéciaux, les chemi-
nists et les agents des services publics ont
bloqué le pays, entraînant d'autres sec-
teurs dans une grève nationale.

Les Français adhèrent majoritaire-
ment aux mesures du plan du premier
ministre prises une à une. Pourtant, dès
le départ, les deux tiers des Français sou-
tenaient ou avaient de la sympathie pour
le mouvement social, nonobstant ses
dommages pour leurs vies quotidiennes
et pour le pays. Les cheminots et leur lea-
der, Bernard Thibault, futur dirigeant de

en se mettant à l'abri derrière des no-
tions devenues surannées avec les
« trente glorieuses » : la nation, la Répu-
blique, la citoyenneté, les services pu-
blics... La pétition dite Bourdieu, en sou-
tien au mouvement social et aux chemi-
nists, en sera l'expression.

Au total, en 1995, c'est parce que, avant
même le plan Juppé, les collectifs de
travail et les individus s'étaient mis sous
la protection de l'idée nationale pour
conserver les rapports sociaux et la dé-
mocratie que s'est mise en place « la
grève par procuration » de l'opinion en
faveur des cheminots, pour faire reculer
un président.

Le président éludera cette question cen-
trale lors de la dissolution de l'Assemblée

En Italie, l'éclipse d'une nation ?

Le scrutin législatif du 4 mars, qui voit arriver en tête
une coalition de droite et d'extrême droite,
illustre un désaveu cinglant pour l'Europe, analyse
la politologue Elena Musiani

Par ELENA MUSIANI

Le fait que les deux tiers des Ita-
liens se soient rendus aux urnes
dimanche 4 mars donne à leur
vote une portée politique qui interpelle
toute l'Europe. La première leçon du
scrutin est celle d'un effondrement his-
torique de la gauche, alors qu'une coali-
tion de droite et d'extrême droite est ar-
rivée en tête. Mais les Italiens n'ont pas
souhaité une simple alternance. Une
autre majorité s'est dessinée, très diffé-
rente : celle d'un refus de la politique qui
a été suivie depuis une quinzaine d'an-
nées par le centre gauche. Elle a pris
dans le Nord la forme d'un vote nationa-
liste en faveur de la Ligue (ex-Ligue du
Nord), et dans le Sud celle d'un vote en
faveur du Mouvement 5 étoiles, expres-
sion d'une population en déshérence.

Ces deux votes, profondément diffé-
rents, illustrent l'inachèvement de l'unité
de la nation italienne. Tous deux mettent

en lumière le désarroi et la détresse d'une
population menacée par la désindustra-
lisation et le sous-emploi. L'Europe s'est
contentée de stigmatiser ce qu'elle a ap-
pelé un « populisme » italien, sans jamais
s'interroger sur les racines profondes du
malaise qui taraudait l'Italie, simplement
sommée de réintégrer la norme libérale.

Ce vote est aussi un échec de l'Europe, qui
a perdu la mémoire des liens très particu-
liers tissés entre elle et l'Italie.

La nation, en Italie, n'a pas pu se cons-
truire sur le socle démocratique d'une
large alliance entre les classes populaires
et les élites libérales. Ces dernières,
oubliées du peuple, ont préféré, à plu-
sieurs reprises, bâtir l'Italie contempo-
raine grâce à l'intervention de l'Europe.
En 1860, ce fut l'Europe de Napoléon III
qui permit de surmonter l'échec d'un *ri-
sorgimento* national. En 1918, l'Europe
nouvelle plaça l'Italie du côté des vain-
queurs. En 1957, ce fut le traité de Rome
qui consacra l'intégration de l'Italie dans
une Europe démocratique et permit de

rompre avec l'héritage du fascisme.

C'est encore l'Europe qui, au tournant
de la crise actuelle, a tranché dans les
grands choix que devait faire l'Italie, en
confiant à Matteo Renzi (président du
conseil de 2014 à 2016) le soin d'imposer
à la société italienne le programme d'une
Europe néolibérale. Mais, contrairement
aux scénarios dans lesquels l'Europe
avait conforté une unification laborieuse
de la nation, ce nouvel épisode s'est tra-
duit par un retour de l'Italie à ses forces
centrifuges. Matteo Renzi avait pourtant
intitulé le socle parlementaire de sa ma-
jorité « parti de la nation », avant d'oublier
très vite la formule, mais c'était pour ap-
pliquer une politique économique et so-
ciale venue d'ailleurs et dont les effets
cruels, en particulier pour la jeunesse,
ont affecté profondément l'idée que les
Italiens se faisaient de l'Europe.

RETOUR DU NATIONALISME

Cette idée s'est d'autant plus altérée que
l'Europe a abandonné en silence une Ita-
lie confrontée en 2017 à un flux de
120 000 migrants. La Ligue du Nord, née
comme force régionaliste et autono-
miste, a défaut de trouver la légitimité
pour lancer un appel à la nation, a cher-
ché à faire oublier son ancrage régional
dans un discours raciste et nationaliste.

Son chef a pu proclamer que l'immigra-
tion apportait « le chaos, la rage, les vols
et le trafic de drogue », quand son allié
Berlusconi revendiquait l'expulsion des
« 600 000 immigrés qui n'ont pas le droit
de rester en Italie ». Pour résister à cette dé-
rive, le « parti de la nation » de Matteo
Renzi, venu de la gauche, a mené une
politique de droite. Trop de confusion,
trop de contorsions politiques pour si
peu de résultats ont fait oublier à beau-
coup d'Italiens les leçons d'une histoire
qui leur permettait de ne pas confondre
nation et nationalisme.

Le repère politique le plus précieux
pour les Italiens était celui de la Consti-
tution de 1948, dont l'article 1 définissait
la nouvelle République comme « une dé-
mocratie fondée sur le travail ». Mais une
nation dans laquelle le tiers de la jeu-
nesse est sans travail a perdu la mé-
moire de ses racines démocratiques. Du
côté de la majorité gouvernementale,
l'obsession d'une réforme des institu-
tions dont le but était de réduire la re-
présentation des Italiens afin de préci-
per la mutation libérale du pays n'a fait
que conforter un discours antidémocra-
tique qui renoue avec les plus mauvais
souvenirs de l'histoire italienne.

Mais comment en vouloir aux Italiens
d'avoir perdu la mémoire de l'Europe

quand ils ont vu Jean-Claude Juncker, un
des artisans de l'éviction de Silvio Ber-
lusconi en 2011, accueillir le Cavaliere
afin de préserver l'ancrage de l'Italie
dans l'Europe libérale ? Comment en
vouloir aux Italiens de ne plus croire en
la politique quand ils ont vu le candidat
de la gauche, à Bologne, ancien député
de la majorité de Berlusconi, poser sous
la photo de Gramsci ?

Ingouvernable ? Ce n'est pas certain. Les
parlementaires en Italie savent quitter les
partis politiques qui les ont fait élire et le
président de la République, au-delà de la
débacle des partis traditionnels, pourra
peut-être tirer des nouveaux parlemen-
taires une majorité oubliée de ses atta-
ches. Retour vers le passé ? Sous Depretis
(1813-1887) et Giolitti (1842-1928), au tour-
nant du XX^e siècle, cela s'appelait « trans-
formisme », une pratique politique dont
le succès trouva ses limites dans un fu-
nebre destin. ■



Elena Musiani est chercheuse associée
à l'Institut des sciences sociales du
politique (CNRS) et chargée de recherche
au département des sciences
de l'éducation de l'université de Bologne



LE MOYEN 6 Mars 2018